

LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

Depuis plusieurs mois, des manifestations populaires prennent forme dans de nombreux pays du Sud. Les raisons de ce mécontentement sont partout semblables : les prix de la nourriture de base ont augmenté de manière brutale et les populations, déjà paupérisées se retrouvent dans l'incapacité d'assumer cette charge supplémentaire. Les peuples ont faim !

Les denrées alimentaires de première nécessité connaissent une flambée des prix incontrôlée ces derniers mois. Spéculation, désorganisation des filières de production, production de biocarburants, les raisons sont nombreuses. Elles aboutissent à une situation alimentaire de plus en plus critique pour de nombreuses populations défavorisées des pays du sud. Des émeutes de la faim, parfois violentes et mortelles, ont ainsi éclaté en Egypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, en Ethiopie, à Madagascar, aux Philippines, en Indonésie et à Haïti où dans ce dernier pays, elles ont coûté son poste au Premier ministre haïtien.

Les causes de cette flambée sont multiples mais elles sont globalement issues des jeux économiques. D'une part, une spéculation de replis sur les denrées alimentaires suite à la crise financière des subprimes, d'autre part la production d'agro-carburants et le réchauffement climatique. Pourtant, certains critiquent les autorités locales des pays du Sud comme responsables des choix catastrophiques en matière de politiques alimentaires, semblant ignorer que les politiques agricoles de ces pays sont soumises aux conditionnalités de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) ou encore aux Accords de partenariat économiques (APE).

Ceux qui façonnent l'opinion publique font ici preuve d'une légèreté étonnamment orientée. C'est ainsi que l'on peut lire dans la presse écrite belge : « *de nombreux pays du continent [africain] importent des aliments au lieu de les produire, parce que les autorités locales donnent la priorité aux cultures d'exportation afin d'en retirer les devises pour acheter ce qu'ils ne produisent pas*¹ ». Raccourci étonnant. Aussi étonnant que simplificateur et qui dédouane à peu de frais les politiques néolibérales de privatisation, les plans d'ajustements structurels imposés depuis bientôt trente ans par les institutions financières internationales (IFI) et les gouvernements du Nord au reste de la planète.

Les prix des denrées alimentaires ont explosé. Quelles sont les causes et les conséquences de cette crise ? Les céréales telles que le blé, le riz et le maïs constituent l'alimentation de base de l'humanité. Leur prix a presque doublé en un an, entraînant une hausse mondiale des cours des produits alimentaires. Ce qui apparaît comme étant la première crise alimentaire mondialisée soulève des questions simples appelant des réponses concrètes. Que se passe-t-il réellement? Les cours de la plupart des matières premières agricoles ont brusquement flambé sur les marchés mondiaux à partir de 2006 pour s'accélérer en 2007 et 2008.

La crise alimentaire mondiale de 2007-2008 a pour origine une forte hausse du prix des denrées alimentaires de base, plongeant dans un état de crise quelques unes des régions les plus pauvres du monde et causant une instabilité politique et des émeutes dans plusieurs pays. Depuis le début de l'année 2007, les prix de nombreuses matières

¹ « La libre Belgique » - p 4 M.F.C. (avec l'AFP et Reuters) jeudi 10 avril 2008.

premières agricoles et de denrées alimentaires de base ont augmenté de façon significative sur les marchés internationaux.

L'indice FAO des prix des produits alimentaires est passé de 139 à 219 entre février 2007 et février 2008, les plus fortes augmentations concernant les céréales (indice 152 à 281) et les produits laitiers (indice 176 à 278).

Parmi les hausses les plus significatives, figure le prix du blé qui a doublé entre février 2007 et février 2008 atteignant un record à plus de dix dollars le boisseau US. Le prix du riz a atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans.

Dans certains pays, les prix du lait et du pain ont plus que doublé. En décembre 2007, le soja a atteint son prix le plus élevé depuis trente quatre ans. Le prix du maïs a également augmenté de façon significative.

Il est temps de prendre les dispositions nécessaires afin de limiter ces hausses de prix insupportables pour les populations les plus défavorisées de la planète et dont la responsabilité incombe pour partie aux pays les plus riches de la planète. Il n'est pas acceptable de laisser des populations entières mourir de faim.

En effet, les PAS (plans d'ajustement structurel) qui ont été imposés par les institutions de Bretton Woods aux pays du Sud dans le contexte de la crise de la dette du début des années 1980² en sont une conséquence directe. Ces mécanismes, tout droit issus de l'idéologie néolibérale, englobent l'ensemble des secteurs des sociétés visées. Pour les théoriciens du néolibéralisme, la mondialisation devait déployer l'ensemble de ses bienfaits quand chaque région serait en mesure de produire ce en quoi elle excelle et elle laisserait donc le soin aux autres régions de produire la majorité de ce dont elle a besoin. C'est en substance la théorie des avantages comparatifs datant de 1817, une sorte de spécialisation de la production des Etats. Plus simplement, un pays reconnu comme étant particulièrement adapté à la culture du cacao doit renoncer à produire les céréales, les huiles végétales, les légumineuses nécessaires à l'alimentation de base de ses habitants et doit échanger sur le marché mondial sa production contre tout ce qui lui manque. Il s'agit donc de se couper des cultures vivrières séculaires et essentielles à la souveraineté alimentaire des peuples pour se plier aux jeux des économistes. Or, c'est un jeu dangereux qui montre aujourd'hui ses limites et dont on peut contempler toute la déraison à travers les échecs observés dans de nombreux pays (Haïti, Sénégal, Burkina Faso, etc.). Dangereux car ignorant la destruction de la biodiversité au profit des monocultures d'exportations, ignorant aussi les impacts écologiques désastreux.

De plus, comment imaginer, sans une politique volontariste de contrôle des prix, qu'un pays qui exporte de l'arachide, dont les cours restent bas pendant vingt ans sur le marché mondial, pourra importer les outils de production et le pétrole nécessaires à son maintien sur ce marché ?

Quand on connaît la tendance des cours du pétrole à s'envoler toujours plus vers de nouveaux sommets et des prix des biens manufacturés à rester démesurément supérieurs aux cours de certaines matières alimentaires, l'issue ne peut être que catastrophique pour ces pays. C'est immanquablement la ruine et la famine pour la paysannerie locale et l'inévitable migration des populations rurales vers la périphérie des grandes villes et notamment des bidonvilles pour une large partie de cette population.

Cette théorie, qui fait fi de la biodiversité, de la souveraineté alimentaire des peuples, des risques de destruction par différents fléaux naturels ou humains accrus par le choix de la monoculture, de l'essence chaotique du marché, de la pollution généralisée et de la mondialisation est une erreur majeure pour l'autosuffisance alimentaire des pays du Sud.

² « La finance contre les peuples : La bourse ou la vie » E. Toussaint chap.8 p.187 coédition Syllepse -CADTM - CETIM, 2004.

Il est donc du devoir des institutions internationales de corriger cette situation et d'apporter toute l'aide nécessaire à ces pays. Il y a là, un devoir d'assistance et d'intervention sur les marchés internationaux afin de juguler ces hausses de prix.

Dans son premier rapport de 1999 consacré aux plans d'ajustements structurels (PAS), M. Fantu CHERU³ explique que l'ajustement structurel va « *au delà de la simple imposition d'un ensemble de mesures macroéconomiques au niveau interne.*

Il est l'expression d'un projet politique, d'une stratégie délibérée de transformation sociale à l'échelle mondiale, dont l'objectif principal est de faire de la planète un champ d'action où les sociétés transnationales pourront opérer en toute sécurité. Bref, les PAS jouent un rôle de courroies de transmission pour faciliter le processus de mondialisation qui passe par la libéralisation, la déréglementation et la réduction du rôle de l'Etat dans le développement national. » La dépendance alimentaire réduit donc le rôle de l'Etat et peut avoir des effets déstabilisateurs majeurs sur les sociétés des pays du Sud.

Des critiques détaillées issues des travaux d'autres experts onusiens font feu de tout bois dans les domaines du droit au logement, du droit à l'alimentation ou encore à celui de l'éducation⁴. Là où les institutions financières internationales (IFI) imposent la privatisation et ouvrent une voie royale à l'appétit gargantuesque des multinationales. C'est donc à cause d'une dette trop souvent issue de dictatures ou d'emprunts réalisés par les puissances coloniales (l'un n'empêchant pas l'autre) et transférés aux Etats nouvellement indépendants, que les gouvernements des pays du Sud (d'Afrique en particulier) ont été contraints d'accepter les PAS et ainsi concédé une part importante de leur souveraineté.

Aujourd'hui, penser que les choix stratégiques pour l'alimentation seraient encore dans les mains des gouvernements du Sud relève de l'escroquerie intellectuelle à moins d'un manque d'information flagrant. Entendons par là que fustiger à tort les gouvernements des pays du Sud est une contre-vérité lourde de sens et qui n'aide en rien à créer un climat fraternel entre les peuples.

Cette crise alimentaire a parfois été présentée comme une cause extra-humaine, comme le fruit d'une catastrophe naturelle, une sorte de « *tsunami économique et humanitaire* ». Pourtant, les causes de la crise sont par trop le résultat de politiques dictées par les milieux financiers aux gouvernements du Sud. C'est aussi à la voracité énergétique qu'il faut imputer une des causes de cette crise car les agro-carburants rentrent bien en concurrence, sur le marché, avec les denrées alimentaires. La spéculation qui se fait autour de cette nourriture changée en carburant tire le prix des céréales et du sucre vers de nouveaux plafonds. Or, si l'on veut couvrir 20% de la demande pétrolière avec des agro-carburants, il n'y aura plus de suffisance alimentaire pour certaines populations du monde notamment pour les plus démunies.

Il est donc plus que temps d'abandonner ce modèle de sous-développement néfaste et de laisser le choix aux populations de cultiver prioritairement pour leur marché intérieur. Actuellement, avec les connaissances acquises dans le domaine de l'agriculture respectueuse de l'environnement, l'humanité peut viser l'autonomie alimentaire régionale sur l'ensemble de la planète et donc satisfaire à un droit humain fondamental, celui de se nourrir décemment. Les conséquences positives de ces progrès tant attendus seraient de favoriser rapidement la santé dans un premier temps, puis l'éducation, induisant une qualité de vie meilleure sous toutes les latitudes.

³ Expert indépendant auprès de l'ancienne commission des droits de l'homme des Nations-Unies - Les effets des PAS sur la jouissance effective des droits humains - rapport E/CN.4/1999/50 - 24 février 1999.

⁴ Lire à ce propos la brochure éditée par le CETIM « Dette et Droits Humains » - décembre 2007.

« *Le temps des discours est dépassé, le moment de l'action est venu* », c'est avec ces mots que Jacques Diouf a ouvert le sommet de Rome en mai 2008. Le Directeur Général de la FAO, l'agence onusienne spécialisée dans l'agriculture et l'alimentation, estime qu'il faut « *faire vite pour ne pas mettre le monde dans une situation dangereuse* ».

Le Secrétaire Général de l'Onu Ban Ki-moon a, lui aussi, pris la parole pour fixer un objectif très ambitieux : « *doubler la production alimentaire d'ici 2050* » pour faire face aux besoins de la population mondiale qui va passer de 6 à 9 milliards d'êtres humains.

Le thème du sommet était initialement l'impact du réchauffement climatique et des biocarburants sur la sécurité alimentaire, mais l'actualité de la flambée des prix des denrées alimentaires a pris le dessus. Les solutions à mettre en œuvre pour juguler la crise, mais aussi pour soutenir les politiques agricoles dans les pays en développement, seront également au centre des discussions lors de ce sommet, comme ce sera le cas au sommet du G8 qui doit se tenir en juillet 2008 et à la prochaine Assemblée générale de l'Onu en septembre 2008.

Selon la Banque Mondiale, le coût exorbitant des denrées alimentaires est devenu un combat quotidien pour près de deux millions d'individus dans le monde.

La Banque Mondiale estime que la hausse des prix du blé a atteint 181% en trois ans et celle des prix alimentaires 83% sur la même période.

Une hausse encore aggravée par la crise financière, le blé (+120% en un an) ou le riz (+75% en deux mois) devenant des valeurs refuges pour les marchés.

Parmi les autres causes de cette crise sont évoquées la baisse de la production agricole dans les pays en développement, l'augmentation de la consommation dans les pays émergents et le développement des biocarburants. Et sur ce marché tendu, le moindre accident aggrave la situation.

Par ailleurs, au niveau de l'offre, la production agricole a été affectée par le changement climatique (inondations, sécheresses, hivers plus rigoureux, typhons, ouragans, tremblements de terre, etc.). Ensuite, les stocks de céréales sont à leur plus bas niveau depuis 1980.

Au niveau de la demande, la population mondiale croissante va passer de six milliards actuellement à neuf milliards en 2050. En outre, la demande des pays émergents croît très vite, notamment en Chine et en Inde qui, avec des taux de croissance de leur produit intérieur brut de 8 à 12 % grâce aux politiques nationales et au travail des populations, ont pu générer des revenus supplémentaires pour améliorer l'alimentation de leurs citoyens.

Au niveau du marché international, les soutiens des pays de l'OCDE à leur agriculture, en termes d'« estimations du soutien total », ont atteint 372 milliards de dollars en 2006, les droits et régimes tarifaires ainsi que les barrières techniques au commerce ont aussi défavorisé l'agriculture dans les pays en développement. Ces questions font l'objet d'âpres négociations dans le cadre de la « Ronde de Doha » de l'OMC.

« *Face à la crise, certains pays ont réagi en limitant les exportations ou en imposant des mesures de contrôle des prix. Ces initiatives ont faussé le fonctionnement des marchés et poussé les prix encore plus à la hausse* », a expliqué le Secrétaire Général de l'Onu Ban Ki-moon. Une allusion au Japon et à la Chine qui, en limitant leurs stocks, ont contribué à la forte hausse des prix du riz.

D'autres dirigeants ont pointé l'essor des biocarburants, des cultures dédiées aux carburants pour les automobiles, et non plus pour l'alimentation des populations.

Mais selon le secrétaire américain à l'Agriculture, Ed Shafer, les biocarburants ne représenteraient qu'environ 3% de la hausse totale des prix alimentaires. Mais pour l'ONG Oxfam, l'impact réel s'élève à 30%. Dans un contexte plutôt hostile, Luiz Ignacio Lula da Silva, le Président du Brésil, deuxième producteur d'éthanol après les Etats-Unis, a pris la défense des biocarburants, qui selon lui, ne seront pas responsables de la crise. « *Les biocarburants ne sont pas des bandits mais peuvent au contraire devenir un outil important pour sortir les pays de l'insécurité alimentaire* », a-t-il argumenté à la tribune.

Ce sommet a aussi permis à la FAO de redorer son image alors même que l'organisation est durement critiquée. En novembre dernier, un audit externe jugeait très sévèrement cette agence dirigée depuis quatorze ans par le Sénégalais Jacques Diouf et qui emploie plus de 3 300 personnes, dont les deux tiers travaillent à Rome : « *bureaucratique, sclérosée, sans stratégie globale, ni vision de l'avenir, ni projets ambitieux* », selon le rapport de cette commission d'experts. Et de citer comme exemple : le tsunami en Asie du Sud-Est où les semences expédiées par l'organisation étaient arrivées trop tard. La perte de confiance dans la FAO est telle que la Banque Mondiale lui a préféré la Coordination des Affaires humanitaires de l'ONU pour son aide de 1,2 milliard de dollars.

Comme il l'avait fait, il y a un mois, le Président sénégalais Abdoulaye Wade s'en est pris à nouveau à la FAO, même si, à la tribune, il a rendu hommage à Jacques Diouf son Directeur général, c'était pour mieux critiquer l'organisation accusée d'assister les pays en développement comme « *des mendiants* ». Pour sa défense, Jacques Diouf avance comme argument, que « *la part de l'agriculture dans l'aide au développement est passée de 17% à 3% au cours des vingt dernières années* ». Sans compter le fait que la Banque Mondiale et la plupart des banques régionales ont, elles aussi, fortement réduit leurs dons et leurs prêts aux filières agricoles dans les pays en développement. La FAO demande 1,7 milliard de dollars pour renforcer la production agricole des pays touchés par la crise.

Faute de solutions rapides, ce sont trente trois Etats dans le monde menacés à brève échéance de troubles politiques et sociaux dus à la hausse des prix agricoles et alimentaires, c'est le constat implacable qui découle de cette crise alimentaire.

Sur la base d'une analyse sommaire, le doublement des prix alimentaires au cours des trois dernières années pourrait pousser plus profondément dans la misère cent millions d'individus vivant dans les pays pauvres.

Alors que 75% des populations défavorisées habitent dans des zones rurales, l'agriculture ne recevait que 4% des investissements publics et l'aide au développement. En avril 2008, la Banque Mondiale et le FMI ont annoncé conjointement une série de mesures visant à atténuer la crise : augmentation des prêts agricoles en Afrique et aide monétaire d'urgence aux zones durement touchées telles que Haïti.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a annoncé avoir besoin de 500 millions de dollars supplémentaires à son budget de 2,9 milliards pour financer ses projets en 2008 en raison de la hausse des prix.

Les puissances occidentales ont par ailleurs augmenté leur aide alimentaire d'urgence, le Président des Etats-Unis Georges Bush a ainsi débloqué, le 14 avril 2008, 200 millions de dollars d'un fonds d'affectation spécial afin de pouvoir accroître l'aide alimentaire d'urgence de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international et demandé 350 millions de dollars de crédits budgétaires supplémentaires au Congrès américain.

Même si ces mesures sont un geste encourageant, elles risquent de ne pas suffire face à l'ampleur du phénomène. Juguler cette crise alimentaire doit être une priorité pour les gouvernements des pays les plus riches et par conséquent des institutions internationales car les bénéfices de la libéralisation sont inexistantes pour la très grande majorité des populations des pays frappés par la crise, mais les dégâts sont par contre considérables.

Si des mesures urgentes ne sont pas prises maintenant, les prix des denrées alimentaires de base risquent de flamber de nouveau, et cet épisode risque d'être le premier d'une longue série avec des conséquences catastrophiques pour les populations les plus démunies de la planète.

N. ZAMMIT Ph.D